

14e congrès du PC en Chine (partie 3)

La dérive révisionniste n'est pas irréversible

Vous trouverez ci-dessous la suite de l'analyse du 14e congrès du PCC que nous n'avons pu insérer dans notre précédent numéro, faute de place. Dans la première partie, nous avons surtout émis des critiques sur des orientations révisionnistes dans les documents adoptés. La deuxième partie qui suit ci-dessous contient notre jugement global sur le congrès et doit être considérée comme faisant intégralement partie de l'analyse.

Comment la bourgeoisie occidentale voit l'évolution de la Chine si les réformes sont appliquées? «En cas d'échec, ce sera le naufrage. Ou bien la conversion au libéralisme économique échoue, en raison d'une trop grande rigidité de l'appareil politique (comme ce fut le cas immédiatement après Tiananmen) ou d'une maîtrise insuffisante des mécanismes souvent complexes de l'économie de marché (comme on le vit peu avant le printemps 1989), et c'est alors le chaos économique et l'explosion sociale qui menacent la Chine, à l'instar de l'ex-Union soviétique. Ou la mutation réussit trop bien, les Chinois du continent se réconcilient avec leur nature profonde pour s'abandonner au capitalisme sauvage et réussir brillamment en affaires comme leurs compatriotes établis à Hong Kong, à Taïwan, dans le Sud-Est asiatique ou en Amérique, et c'est alors le Parti Communiste qui passe à l'échafaud.» (Philippe Paquet, dans *La Libre Belgique*, 20.10.1992)

Les «quatre tigres»: des modèles?

Le quatorzième congrès présente comme modèles de développement économique en Chine les «quatre tigres» (Corée du Sud, Taïwan, Hong Kong et Singapour). Hormis l'oppression politique et économique inhumaine à laquelle la classe ouvrière de chacun de ces pays est soumise, l'absurdité de présenter ces quatre modèles de développement comme alternative pour la Chine saute aux yeux. Même la bourgeoisie occidentale le concède volontiers. «Il est indéniable que ces modèles sont inadaptés pour une nation après la période de la guerre froide. Ces nations propulsées par le commerce ont été soutenues comme bastions contre le communisme mondial et les Etats-Unis leur ont offert un accès illimité à leur énorme marché. Ils étaient assez petits pour suivre les prix au lieu d'être des faiseurs de prix, ce qui leur a permis de se financer, d'obtenir des matières premières et de vendre des produits sans perturber à leur détriment les prix sur le marché mondial. Lee Kuan Yew, le gourou favori des réformateurs, n'a été en réalité qu'un bourgeois durant toute sa vie. Cet homme, que

sait-il de la direction d'un pays aussi grand qu'un continent?» (*Far Eastern Economic Review*, 29.10.1992)

En outre, la crise capitaliste finit par s'abattre aussi sur ces pays.

Zones économiques spéciales

Comme modèle interne pour la République populaire, on présente les zones économiques spéciales, comme celle de Shenzhen, où l'application de l'économie de marché est arrivée au stade le plus avancé.

«La pratique a prouvé ceci: là où le marché joue bien son rôle, on constate une plus grande dynamique économique et de meilleures dispositions au développement.» (p. XI)
«La pratique a démontré que les zones économiques spéciales n'étaient pas de nature capitaliste, mais socialiste.» (p. IV)

Ces zones ont en effet connu une croissance économique fulgurante... grâce à l'argent, mis à leur disposition par Beijing, pour les infrastructures, grâce aux investissements des entreprises de nombreuses provinces chinoises qui y cherchent des avantages fiscaux et autres, légaux et illégaux, et grâce à l'afflux de forces dynamiques et compétentes provenant de toute la Chine et attirés par les salaires plus élevés, et, enfin, grâce à l'afflux du capital, principalement de Hong Kong, qui cherche dans ces zones l'occasion de tirer rapidement de gros bénéfices des salaires peu élevés (par rapport aux normes de Hong Kong) et de la spéculation dans le secteur immobilier. Grandes différences de revenus, corruption, criminalité, conditions de travail inimaginables et cas d'exploitation extrême connaissent un essor sans précédent dans la zone de Shenzhen. Qui serait naïf au point de propager cela comme modèle socialiste?

Développement inégal

Deng Xiaoping fait l'éloge des réalisations du capitalisme avancé. Jamais, il n'est question du revers de la médaille: la pauvreté dans le tiers monde sur laquelle est fondée la richesse des capitalistes du Nord. Si la Chine veut se développer selon ce modèle, elle ne trouvera nulle part les colonies qui ont permis aux pays capitalistes de s'engraisser. Un modèle de développement capitaliste pour la Chine ne peut être qu'une reproduction du capitalisme mondial à l'intérieur de la Chine. Les régions occidentales et centrales de la Chine, et pratiquement l'ensemble du monde rural chinois, constitueraient le «tiers monde» intérieur, fournisseur à bon marché de matières premières, d'énergie et de main d'œuvre, alors que certaines régions côtières riches et développées seraient les vitrines du capitalisme avancé. Cette tendance inquiétante transparaît aussi, dans une certaine

mesure, dans les textes du congrès et cela n'a pas échappé à la presse bourgeoise.

Ainsi, le rapport de Jiang Zemin cite la croissance rapide de Shanghai et celle des régions riveraines du delta du Yangtze et il poursuit: «On accélérera l'ouverture et le développement des provinces du Guangdong, du Fujian et de Hainan, ainsi que des régions du golfe de Bohai. On fera l'impossible pour permettre au Guangdong et aux autres régions qui réunissent les conditions nécessaires de réaliser pour l'essentiel leur modernisation au bout d'une vingtaine d'années.» (p. XIV)

«L'émergence d'une Chine à deux ou à trois vitesses rend d'autant plus crédible la thèse d'un éclatement d'un empire que le scénario soviétique constitue un précédent fâcheux.» (*La Libre Belgique*, 10.10.1992)

Deng Xiaoping promet le bien-être aux Chinois au sein du socialisme en appliquant les recettes capitalistes. Nous posons clairement que ces thèses ne peuvent conduire qu'à la richesse d'une minorité dans les régions les plus favorisées et à la misère pour la majorité.

La nature du parti est un élément décisif

Le quatorzième congrès du parti a réaffirmé avec vigueur le maintien du rôle dirigeant du PCC dans le développement de la Chine. Il n'est pas question de passer à une «démocratie» multipartite bourgeoise.

Le quatorzième congrès du PCC a en même temps adopté un programme très révisionniste. Néanmoins, cela ne s'est pas fait sans lutte et cette lutte se poursuivra encore à l'avenir.

Le PCC a une tradition révolutionnaire glorieuse. La révolution chinoise a été faite après des décennies de guerre civile, où le peuple chinois a sacrifié son sang et sa vie pour la révolution. Des liens historiques profonds lient le PCC aux masses populaires. Après la victoire de la révolution, le parti a construit le socialisme, améliorant d'une manière extraordinaire le niveau de vie des travailleurs. Le Chinois moyen a senti dans sa propre vie que le socialisme est bon.

Certaines réformes appliquées sous l'impulsion de Deng Xiaoping depuis 1978 ont, du moins temporairement, fortement contribué à la modernisation de la Chine et à bien-être du peuple chinois. S'appuyant sur ces succès, Deng Xiaoping a introduit pendant quatorze ans, avec des chances variables, un certain nombre de conceptions politiques révisionnistes sur la conciliation avec le capitalisme. Il a favorisé le développement des éléments capitalistes. Il a défendu des conceptions politiques et idéologiques de droite. A deux reprises, il s'est arrangé pour que le parti soit dirigé par des révisionnistes (Hu Yaobang et Zhao

Ziyang). Cette année, il a fait peser dans la balance tout son prestige et ses succès économiques pour forcer l'approbation de sa théorie sur le «socialisme à la chinoise». Le PCC est régit par le centralisme démocratique: tous les membres peuvent exprimer leur opinion pendant la discussion, mais lorsque la majorité a tranché, tous doivent défendre cette décision et l'appliquer. Pendant la réunion élargie du Bureau Politique, en mars 1992, réunion lors de laquelle les thèses de Deng ont été approuvées pour la première fois dans leur forme complète, la discussion a été très vive. Pendant toute l'année, le sujet a manifestement suscité d'après débats. Ce n'est pas un hasard si le congrès du parti affirme que la déviation «de gauche» est plus dangereuse pour les réformes que la déviation de droite.

Le rapport du congrès donne encore d'autres indications dans ce sens: «Quant aux divergences et même aux erreurs apparues sur le plan idéologique et dans le travail pratique, il faut les analyser avec discernement et de façon concrète au lieu de les taxer à la légère de tendances politiques de droite ou "de gauche".» (p. IX-X)

Pendant la séance annuelle du congrès du peuple, en avril dernier, le premier ministre Li Peng a défendu un certain nombre de positions correctes à propos de la construction du socialisme. Ces thèses ont suscité une vague de critiques de réformateurs et le rapport de Li Peng a été modifié sur certains points. Régulièrement, la presse bourgeoise fait également mention d'articles de la tendance «de gauche» dans *Le quotidien du Peuple*. Ainsi *l'International Herald Tribune* du 8 septembre fait état d'un article «d'extrême gauche» de Li Zhe.

L'élection des organes dirigeants du parti, ceux-là même qui assumeront la direction effective de la Chine durant les cinq années à venir, mérite également d'être analysée. Des 300 membres du Comité Central, la moitié sont des nouveaux venus. Le Bureau Politique compte 14 nouveaux membres. Et dans le comité permanent du Bureau Politique, qui constitue le sommet du Parti et est composé de 7 membres, 3 membres sont nouveaux. Yao Yilin et Song Ping, connus pour leurs positions «de gauche», sont mis à la retraite et remplacés par deux «modérés». Zhu Rongji, applaudi par la bourgeoisie occidentale comme le Gorbatchev chinois, reçoit l'entière responsabilité de l'économie et monte d'un coup du Comité Central au Comité Permanent, en sautant le Bureau Politique. Le Conseil consultatif central, où siégeaient des vétérans révolutionnaires en retraite et qui avait une influence morale considérable, est dissout. Victoire de la ligne de droite de Deng Xiaoping, écrit la presse bourgeoise. Mais certains journaux ont assez de lucidité pour

relativiser cette conclusion, car il y a également eu des résistances.

«Les nominations reflètent de manière aiguë en effet les rivalités qui persistent au sommet de la hiérarchie et les compromis qu'il a fallu trouver pour satisfaire les sensibilités.» (*La Libre Belgique*, 20.10.1992)

«L'appel lancé récemment dans la pure tradition maoïste aux étudiants de Pékin pour qu'ils soutiennent son entreprise illustre la précarité des positions reconquises depuis janvier par les réformateurs.» (*La Libre Belgique*, 20.10.1992)

Francis Deron parle dans *Le Monde* (20.10.1992) de «l'extrême fragilité des compromis péniblement atteints».

«Entre les deux voies, la "notion de synthèse" est frêle, même si sur le fond elle vote pour la réforme, les retours de flammes ne peuvent être exclus. C'est donc un congrès de transition qui se déroule à Pékin, aussi fragile que les épaules auxquelles il se raccroche: celles d'un homme de 88 ans.» (*Le Soir*, 13.10.1992)

«Certains analystes considèrent néanmoins que Deng a remporté une vaine victoire. Il a dû se contenter du bouillon et abandonner la viande à ses adversaires. C'est ainsi qu'un vétéran diplomatique commente les deux derniers congrès.» (*Far Eastern Economic Review*, 29.10.1992)

Par ailleurs, les nombreux nouveaux venus dans les organes dirigeants ne sont pas forcément des partisans de la ligne de Deng. Certains représentants de la gauche ont été écartés, mais d'autres ont pu se maintenir, comme l'ancien président du parti Hua Guofeng, que Mao Zedong avait indiqué comme son successeur.

Des «réformateurs», comme le partisan récemment réhabilité de Zhao Ziyang, Yan Mingfu, ne sont pas entrés au Comité Central. Le premier ministre Li Peng et le président du parti Jiang Zemin, dont on sait qu'ils ont d'importantes divergences avec Deng Xiaoping, ont pu maintenir leur position.

Lorsque les conséquences négatives de la politique élaborée aujourd'hui se feront sentir concrètement, le peuple chinois ne sera ni seul ni désarmé dans sa résistance, comme c'était le cas en Europe de l'Est. Le parti a gardé son pouvoir et au sein du parti, les marxistes-léninistes poursuivent la lutte.

La lutte pour une ligne correcte dans la construction du parti sera sans doute difficile et longue, mais nous pouvons espérer que la victoire de la ligne révisionniste ne sera pas définitive.

PAUL CRISPEN